

Rapport financier semestriel au 30 juin 2019

# Rapport financier semestriel au 30 juin 2019

## Sommaire

I.	Chiffres clés	3
II.	<ul> <li>Rapport d'activité semestriel</li> <li>1. Activité et faits marquants du 1<sup>er</sup> semestre 2019</li> <li>2. Analyse des résultats consolidés du 1<sup>er</sup> semestre 2019 <ul> <li>2.1 Méthodes de consolidation</li> <li>2.2 Résultat et activité du Groupe pendant le 1<sup>er</sup> semestre 2019</li> <li>2.3 Transactions entre parties liées</li> </ul> </li> </ul>	<b>4 5</b> 5 8
	<ul> <li>3. Evénements importants survenus après la clôture</li> <li>4. Evolution prévisible et perspectives d'avenir</li> <li>5. Facteurs de risques <ul> <li>5.1 Risques juridiques</li> <li>5.2 Risques financiers</li> </ul> </li> </ul>	8 9 9 9 9
	<ul> <li>5.3 Risques sur actions</li> <li>6. Gouvernement d'entreprise</li> <li>7. Capital – Répartition du capital et des droits de vote au 30 juin 2019</li> <li>8. Informations boursières <ul> <li>8.1 Fiche signalétique</li> <li>8.2 Cours de l'action VIDELIO</li> <li>8.3 Evolution du cours de l'action VIDELIO au cours du 1er semestre 2019</li> <li>8.4 Calendrier financier</li> </ul> </li> </ul>	10 11 12 13 13 13 14 14
III.	Comptes consolidés semestriels résumés du Groupe  1. Comptes consolidés semestriels résumés du Groupe au 30 juin 2019  1.1 Bilan consolidé 1.2 Compte de résultat consolidé 1.3 Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1.4 Tableau de variation des capitaux propres consolidés 1.5 Etat des flux de trésorerie consolidés 1.6 Notes annexes aux comptes consolidés semestriels résumés  2. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information semestrielle au 30 juin 2019	16 16 17 18 18 19 20 30
IV.	Personnes responsables  1. Responsables du rapport financier semestriel 1.1 Identité des responsables du rapport financier semestriel 1.2 Attestation des responsables du rapport financier semestriel  2. Responsables du contrôle des comptes 2.1 Commissaires aux comptes titulaires 2.2 Commissaires aux comptes suppléants	32 32 32 33 33 33
V.	Remarques générales 1. Définitions 2. Informations financières	34 34

#### I. Chiffres clés

## Informations financières consolidées au 30 juin 2019

K€	30/06/2019(1)	30/06/2018 <sup>(2)</sup>	Evolution (%)
Chiffre d'affaires net	119 827	121 707	-1,5
Ebitda	8 399	5 373	+56,3
Ebit	5 012	2 907	+72,4
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 909	3 047	-4,5
Résultat net part du Groupe	2 909	3 047	-4,5
Résultat de base par action	0,12€	0,12€	

Les comptes semestriels résumés au 30 juin 2019 tiennent compte de l'application, suivant la méthode de transition rétrospective simplifiée, de la norme IFRS 16 « Contrat de location » (cf. note 1.6 des comptes consolidés semestriels). Ils intègrent la société Cowork.io, filiale à 100 % de Kross, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés le 7 mars 2019.
 Les comptes semestriels résumés au 30 juin 2018 intègrent 5 mois d'activité de C2M-Intelware, société cédée le 1<sup>er</sup> juin 2018.

Avertissement : l'augmentation de l'endettement financier brut entre le 30 juin 2018 et le 30 juin 2019 résulte, à concurrence de 15 689 K€ de l'application au 1er janvier 2019 de la norme IFRS 16 « Contrats de location » qui entraîne l'inclusion dans la dette financière de la somme actualisée des loyers futurs à décaisser sur la période contractuelle résiduelle.

K€	30/06/2019 (4)	30/06/2018	Evolution (%)	31/12/2018
Endettement financier brut <sup>(1)</sup>	35 777	16 272	+119,9	14 699
Trésorerie <sup>(2)</sup>	20 180	20 320	-0,7	25 522
Trésorerie nette <sup>(3)</sup>	-15 597	4 048	-485,3	10 823
Capitaux propres	32 587	34 247	-4,8	36 845

<sup>(1)</sup> L'endettement financier brut est constitué des passifs financiers à court et long terme (emprunts, emprunts en crédit-bail, compte courant, dettes de loyer) hors factor.

<sup>(2)</sup> La trésorerie est constituée par la trésorerie brute diminuée des découverts bancaires.

<sup>(3)</sup> La trésorerie nette est constituée de la trésorerie diminuée de l'endettement financier brut hors factor.

<sup>(4)</sup> Les comptes semestriels résumés au 30 juin 2019 tiennent compte de l'application, suivant la méthode de transition rétrospective simplifiée, de la norme IFRS 16 « Contrat de location » (cf. note 1.6 des comptes consolidés semestriels).

## II. Rapport d'activité semestriel

- 1. Activité et faits marquants du 1<sup>er</sup> semestre 2019
- 2. Analyse des résultats consolidés du 1er semestre 2019
- 3. Evénements importants survenus après la clôture
- 4. Evolution prévisible et perspectives d'avenir
- 5. Facteurs de risques
- 6. Gouvernement d'entreprise
- 7. Répartition du capital et des droits de vote au 30 juin 2019
- 8. Informations boursières

## 1. Activité et faits marquants du 1er semestre 2019

Cf. paragraphes 2.2, 5.2 et 6 ci-dessous.

## 2. Analyse des résultats consolidés du 1er semestre 2019

#### 2.1 Méthodes de consolidation

La Société a établi des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2019 en application des dispositions de l'article L. 233-16 du Code de Commerce, conformément à la norme IAS 34.

L'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2019, avec le détail de ceux-ci, contient toutes les explications sur les méthodes retenues pour l'établissement de ces comptes consolidés semestriels.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation comptables sont conformes à la réglementation en vigueur.

Le périmètre de consolidation intègre au 1<sup>er</sup> semestre 2019, la société Cowork.io, filiale à 100 % de Kross, qui a été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés le 7 mars 2019 et a acquis le fonds de commerce de la société en redressement judiciaire Spicesoft.

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2019 présentés dans le présent rapport financier semestriel ont été arrêtés par le directoire le 19 septembre 2019 et présentés au comité d'audit et au conseil de surveillance de la Société le 19 septembre 2019.

### 2.2 Résultats et activité du Groupe pendant le 1er semestre 2019

#### 2.2.1 Résultats

#### Contribution des activités au chiffre d'affaires consolidé

K€	30/06/2019	30/06/2018	Evolution (%)
Digital & Media	103 145	95 841	+7,6
Events	15 827	14 802	+6,9
Autres activités	855	11 064	-92,3
Total	119 827	121 707	-1,5

#### 2.2.2 Analyse de la rentabilité opérationnelle et du résultat net

#### ♦ Contribution des activités à l'Ebitda

K€	30/06/2019	30/06/2018	Evolution (%)
Digital & Media	6 822	3 508	+94,5
Events	1 131	722	+56,7
Autres activités	446	1 143	-61,0
Total	8 399	5 373	56,3

#### Contribution des activités au résultat opérationnel courant (Ebit)

K€	30/06/2019	30/06/2018	Evolution (%)
Digital & Media	5 029	2 632	+91,1
Events	378	-206	+283,5
Autres activités	-395	480	-182,3
Total	5 012	2 907	72,4

#### Analyse de la formation du résultat opérationnel courant (Ebit) et du résultat net

K€	30/06/2019	30/06/2018	Evolution (%)
Chiffre d'affaires net	119 827	121 707	-1,5
Achats consommés	-47 780	-48 074	-0,6
Marge sur achats consommés	72 047	73 633	-2,2
Marge sur achats consommés (%)	60,1	60,5	
Charges externes	-27 034	-30 810	-12,3
Marge après achats et charges externes	45 013	42 823	+5,1
Marge après achats et charges externes (%)	37,6	35,2	
Charges de personnel	-35 224	-36 104	-2,4
Résultat opérationnel courant (Ebit)	5 012	2 907	+72,4
Résultat opérationnel courant (%)	4,2	2,4	
Résultat opérationnel	4 860	5 328	-8,8
Coût de l'endettement financier brut	-452	-518	-12,7
Autres charges et produits financiers	17	104	-83,7
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 909	3 047	-4,7
Parts des intérêts minoritaires			
Résultat net part du groupe	2 909	3 047	-4,7

Le chiffre d'affaires est en diminution de 1,5% entre le 30 juin 2018 et le 30 juin 2019 mais en croissance de 7,4% à périmètre constant (pour mémoire, le chiffre d'affaires de C2M Intelware, cédée en juin 2018, représentait 10 292 K€ au 1er semestre 2018 pour 5 mois d'activité).

Le chiffre d'affaires du secteur « Digital & Media » est de 103 145 K€ au 30 juin 2019 contre 95 841 K€ au 30 juin 2018, soit une augmentation du chiffre d'affaires de 7,6%.

Le chiffre d'affaires du secteur « Events » est en augmentation de 6,9% et s'établit à 15 827 K€ au 30 juin 2019 contre 14 802 K€ au 30 juin 2018.

Le chiffre d'affaires du secteur « Autres activités » s'élève à 855 K€ au 30 juin 2019 contre 11 064 K€ au 30 juin 2018 à périmètre publié, soit une diminution de 92,3% et à 702 K€ au 30 juin 2019 contre 772 K€ au 30 juin 2018 à périmètre comparable, i.e. hors C2M Intelware et Cowork.io créée le 7mars 2019.

Les charges externes s'élèvent à 27 034 K€ au 1<sup>er</sup> semestre 2019 contre 30 810 K€ au 1<sup>er</sup> semestre 2018. Les charges de personnel (avant imputation du CICE au 1<sup>er</sup> semestre 2018) ont augmenté de 1 406 K€.

La marge après achats et charges externes passe de 35,2% au 30 juin 2018 à 37,6% au 30 juin 2019.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2018 le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) était comptabilisé en diminution des charges salariales et s'élevait à 526 K€. Il a été supprimé en 2019.

Le résultat opérationnel courant est positif de 5 012 K€ au 30 juin 2019, contre un résultat opérationnel courant positif de 2 907 K€ au 30 juin 2018.

Le résultat financier s'élève à -435 K€ au 30 juin 2019 contre -414 K€ au 30 juin 2018.

Le résultat net est positif de 2 909 K€ au 30 juin 2019 contre un résultat net positif de 3 047 K€ au 30 juin 2018 qui intégrait la plus-value de cession sur C2M Intelware.

#### 2.2.3 Structure financière consolidée

#### ♦ Bilan simplifié

ACTIF (K€)	30/06/2019	30/06/2018	Evolution (%)	31/12/2018
Actifs non courants	60 411	45 410	+33,0	44 391
dont écarts d'acquisition	25 913	25 692	+0,9	25 692
dont droits d' utilisation relatifs aux contrats de location	19 747			nc
dont impôts différés actifs	4 431	4 429	0	4 314
Actifs courants	89 753	80 636	+11,3	88 709
dont stocks	13 240	7 675	+72,5	8 523
dont actifs sur contrats	13 230	10 451	+26,6	12 220
dont clients	20 989	22 480	-6, 6	21 333
dont trésorerie et équivalents	23 916	20 436	+17,0	29 296
Total Actif	150 164	126 046	+19,1	133 100

PASSIF (K€)	30/06/2019	30/06/2018	Evolution (%)	31/12/2018
Capitaux propres groupe	32 589	34 247	-4,8	36 845
Intérêts minoritaires				
Capitaux propres de l'ensemble	32 589	34 247	-4,8	36 845
Passifs non courants	33 717	13 533	+149,1	12 335
dont emprunts	11 155	6 888	+61,9	5 677
dont dettes de loyers non courantes	14 776			
Passifs courants	83 860	78 266	+7,1	83 920
dont dettes fournisseurs	32 177	31 824	+1,1	32 219
dont passifs sur contrats	13 012	7 336	+77,4	14 227
dont emprunt court terme	9 397	9 384	+0,1	12 796
dont dettes de loyer courantes	4 185			nc
Total Passif	150 164	126 046	+19,1	133 100

Le total du bilan consolidé du Groupe s'établit à 150 164 K€ au 30 juin 2019 contre 126 046 K€ au 30 juin 2018.

Les actifs non courants s'élèvent à 60 411 K€ au 30 juin 2019 contre 45 410 K€ au 30 juin 2018. Ils comprennent 19 747 K€ de droits d'utilisation relatifs aux contrats de location liés à la première application d'IFRS 16 « Contrats de location ».

Les actifs courants s'établissent à 89 753 K€ au 30 juin 2019 contre 80 636 K€ au 30 juin 2018.

Au 30 juin 2019, les capitaux propres s'élèvent à 32 589 K€ contre 34 247 K€ au 30 juin 2018.

Les passifs non courants s'élèvent à 33 717 K€ au 30 juin 2019 contre 13 533 K€ au 30 juin 2018 et sont composés d'emprunts bancaires (part des emprunts à plus d'un an). L'augmentation des passifs non courants résulte notamment de la souscription d'un nouvel emprunt bancaire d'un montant de 10 000 K€ en principal (voir paragraphe 5.2 ci-dessous pour des informations complémentaires sur cet emprunt) et de l'application de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

Les passifs courants s'élèvent à 83 860 K€ au 30 juin 2019 contre 78 266 K€ au 30 juin 2018.

#### Endettement financier net

Avertissement : l'augmentation de l'endettement financier brut entre le 30 juin 2018 et le 30 juin 2019 résulte, à concurrence de 15 689 K€ de l'application au 1er janvier 2019 de la norme IFRS 16 « Contrats de location

» qui entraîne l'inclusion dans la dette financière de la somme actualisée des loyers futurs à décaisser sur la période contractuelle résiduelle.

K€	30/06/2019 <sup>(4)</sup>	30/06/2018	Evolution (%)	31/12/2018
Endettement financier brut <sup>(1)</sup>	35 777	16 272	+119,9	14 699
Trésorerie <sup>(2)</sup>	20 180	20 320	-0,7	25 522
Trésorerie nette <sup>(3)</sup>	-15 597	4 048	-485, 3	10 823

L'endettement financier brut est constitué des passifs financiers à court et long terme (emprunts, emprunts en crédit-bail, compte courant, dettes de location) hors factor.

La trésorerie nette au 30 juin 2019 est impactée à concurrence d'environ 7M€ par la distribution d'un dividende de 0,27 € par action voté par l'assemblée générale mixte du 26 juin 2019.

#### ♦ Analyse des flux de trésorerie

K€	30/06/2019	30/06/2018	Evolution (%)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	-374	-3 983	-90,6
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-1 272	9 078	-114,0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-3 665	-3 770	-2,8
Variation de trésorerie	-5 254	1 413	-471,8
Trésorerie nette des actifs détenus en vue de la vente	-88		
Trésorerie nette à l'ouverture	25 523	18 907	+35,0
Trésorerie nette à la clôture	20 180	20 320	-0,7

Les flux nets de trésorerie liés à l'activité sont négatifs de 374 K€ en baisse par rapport au 30 juin 2018. Le Groupe a enregistré une augmentation du Besoin en Fonds de Roulement de 8 610 K€ sur le semestre, contre une augmentation de 6 725 K€ sur le 1er semestre 2018, liée principalement à l'augmentation des stocks et des actifs sur contrats.

Sur le 1er semestre 2019, le Groupe a souscrit un nouvel emprunt bancaire d'un montant de 10 000 K€ en principal (voir paragraphe 5.2 ci-dessous pour des informations complémentaires sur cet emprunt). Le Groupe a remboursé 4 824 K€ d'emprunts contre 3 270 K€ sur le 1er semestre 2018, dont 1 060 K€ d'avance de trésorerie faites par les établissements bancaires en contrepartie de la mobilisation des créances de l'établissement italien de VIDELIO - HMS et Harbour Marine Systems. Le Groupe a remboursé 2 334 K€ de dettes de loyer relatifs aux contrats de location liés à la première application d'IFRS 16.

Le Groupe a acquis 1 057 K€ d'immobilisations incorporelles et corporelles sur le 1er semestre 2019, contre 811 K€ sur le 1er semestre 2018.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de restrictions à l'utilisation de capitaux qui ont influé sensiblement ou pouvant influer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations du Groupe.

### 2.3 Transactions entre parties liées

Aucun changement significatif n'est intervenu concernant les transactions entre parties liées au cours du 1er semestre 2019 par rapport aux informations figurant dans le Document de Référence 2018.

## 3. Evénements importants survenus après la clôture

Le 3 juillet 2019, la Société a cédé sa filiale à 100 % VIDELIO Middle East.

<sup>(2)</sup> La trésorerie est constituée par la trésorerie brute diminuée des découverts bancaires.

<sup>(3)</sup> La trésorerie nette est constituée de la trésorerie diminuée de l'endettement financier brut hors factor.

<sup>(4)</sup> Les comptes semestriels résumés au 30 juin 2019 tiennent compte de l'application, suivant la méthode de transition rétrospective simplifiée, de la norme IFRS 16 « Contrat de location » (cf. note 1.6 des comptes consolidés).

## 4. Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Le Groupe poursuit sa stratégie d'expansion endogène et d'investissement en vue de favoriser son développement tant en France qu'à l'international avec pour objectifs la croissance de ses activités et l'amélioration de leur profitabilité.

La Société n'a pas connaissance de tendance certaine, ni d'événements susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives du Groupe, au moins pour l'exercice en cours.

## 5. Facteurs de risques

L'ensemble des facteurs de risques auxquels est soumis le Groupe est décrit en pages 33 à 39 (incluse) du Document de Référence 2018.

Figure ci-dessous une description de l'évolution des facteurs de risques par rapport aux informations figurant dans le Document de Référence 2018.

#### 5.1 Risques juridiques

Aucune provision significative pour risque sur litige n'a été comptabilisée au cours du 1er semestre 2019.

#### 5.2 Risques financiers

Comme indiqué ci-dessus, la Société a signé le 14 mai 2019 le contrat relatif à l'emprunt bancaire d'un montant de 10 millions en principal destiné, à hauteur de 6 622 K€, au financement de la distribution du dividende de 0,27 € par action voté par l'assemblée générale mixte du 26 juin 2019 et, à hauteur de 2 465 K€, au refinancement des deux emprunts souscrits en 2017 pour l'aménagement des locaux de Gennevilliers et de Nanterre (cf. paragraphe 5.1.3.1-5 du Document de Référence 2018), le solde étant affecté au paiement des frais et aux besoins généraux de la Société. Le tirage du prêt est intervenu le 26 juin 2019.

Les principales caractéristiques de ce nouvel emprunt sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Emprunteur	VIDELIO			
Prêteurs	Syndicat bancaire dont LCL est arrangeur, preneur ferme et agent			
Montant en principal	10	M€		
Objet	Financement distribution de dividende, refinancem	ent de dettes existantes, frais et besoins généraux		
Tranches	Tranche A : 7 M€	Tranche B : 3 M€		
Durée	6 ans	7 ans		
Amortissement	Annuel	In fine		
Taux d'intérêt	E3M + 1,60 % l'an (si E3M<0, réputé nul)	E3M + 2,10 % l'an (si E3M<0, réputé nul)		
Paiement des intérêts	Trimestriel	Trimestriel		
Principales sûretés	ncipales sûretés Nantissement de premier rang des comptes de titres financiers VIDELIO – IEC et VI			
Remboursement anticipé obligatoire total	<ul> <li>Changement de contrôle de VIDELIO (i.e. si Talis contrôle, directement ou indirectement, moins de 50,01 % du capital et/ou des droits de vote de VIDELIO).</li> <li>Cession de la totalité ou de la majeure partie des actifs immobilisés du Groupe pris dans son ensemble.</li> </ul>			
Remboursement anticipé obligatoire partiel	Cas usuels, et notamment : - Cash flow excédentaire ; - Cession d'actifs en dehors du Groupe ; - Indemnités d'assurance.			
Cas d'exigibilité anticipée	Cas de défaut usuels en matière d'emprunt bancaire susceptibles d'entraîner l'exigibilité anticipée du prêt (engagement de faire et de ne pas faire non respecté, défaut croisé ou survenance d'un évènement défavorable significatif).			

#### Ratios financiers

- Ratio de levier R1 : Dette nette consolidée / Ebitda consolidé
- Ratio de couverture R2 : Cash flow consolidé avant service de la dette / Service de la dette consolidé

Date	Ratio de levier – R1 (maximum)	Ratio de couverture – R2 (minimum)
31/12/2019	4.00	Na
31/12/2020	3.50	1.00
31/12/2021	3.00	1.00
31/12/2022	2.50	1.00
31/12/2023 et au-delà	2.00	1.00

Suite à l'application de la norme IFRS 16, de nouveaux niveaux de ratios financiers seront définis avant le 30 juin 2020 prenant en compte l'impact de cette norme.

Dans le cadre de l'emprunt susvisé, la Société bénéficie également d'une ligne de crédit non confirmée d'un montant en principal de 6 millions d'euros destinée à financer partiellement d'éventuelles opérations de croissance externe.

#### 5.3 Risques sur actions

En décembre 2010, la Société a procédé au rachat de 1 628 301 actions propres dans le cadre de l'Offre Publique d'Achat Simplifiée. Ces actions sont comptabilisées pour leur valeur d'acquisition, soit 1 953 961,20 € (1,20 € par action), augmenté des frais d'acquisition, soit au total 2 211 721,76 €.

Suite à la mise en place du contrat de liquidité (cf. ci-dessous), le solde des actions auto-détenues par la Société en compte nominatif s'élève à 1 578 301. Au 30 juin 2019, leur valeur de marché s'élevait à 3 083 K€ (contre 2 778 K€ au 30 juin 2018). L'exposition aux risques des marchés actions est uniquement liée aux variations du cours des actions auto-détenues.

A compter du 1<sup>er</sup> février 2013, la Société a confié à Kepler Capital Markets (Paris) la mise en œuvre d'un contrat de liquidité portant sur ses actions conforme à la règlementation en vigueur et notamment à la décision AMF n° 2018-01 du 2 juillet 2018 portant instauration des contrats de liquidité sur titres de capital au titre de pratique de marché admise.

Au 30 juin 2019, les moyens figurant au contrat de liquidité et le bilan dudit contrat sont les suivants :

- 28 120 actions.
- 71 502,20 € en espèces
- Nombre de transactions exécutées sur le semestre à l'achat : 190
- Nombre de transactions exécutées sur le semestre à la vente : 217
- Volume échangé sur le semestre à l'achat : 17 573 titres pour 31 575,57 €
- Volume échangé sur le semestre à la vente : 21 997 titres pour 41 444,94 €

Il est rappelé qu'au 31 décembre 2018, les moyens et le bilan étaient les suivants :

- 32 544 titres
- 61 632,83 € en espèces
- Nombre de transactions exécutées sur le semestre à l'achat : 190
- Nombre de transactions exécutées sur le semestre à la vente : 192
- Volume échangé sur le semestre à l'achat : 12 170 titres pour 21 822,95 €
- Volume échangé sur le semestre à la vente : 14 913 titres pour 27 523,06 €

Lors de sa mise en œuvre, les moyens affectés au contrat de liquidité confié à Kepler Capital Markets étaient les suivants :

- 50 000 actions
- 25 000 € en espèces

\* \* \*

Sous réserve de ce qui est indiqué ci-dessus, les facteurs de risques décrits dans le Document de Référence 2018 n'ont pas évolué de manière significative au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019. La Société n'a pas connaissance de nouveaux risques ou incertitudes susceptibles d'avoir un impact négatif au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2019.

## 6. Gouvernement d'entreprise

Le 15 mai 2019, Monsieur Hervé de Galbert a démissionné de son mandat de membre du directoire et directeur général de VIDELIO.

L'assemblée générale des actionnaires de VIDELIO réunie le 26 juin 2019 a renouvelé les mandats de membres du conseil de surveillance de Madame Geneviève Giard, et de Messieurs Robert Léon et Emmanuel André de même que celui des sociétés Crozaloc (qui est représentée au conseil par Madame Cécile Hulaud) et Comir (qui est représentée au conseil par Monsieur Christian Haas).

Lors de la réunion du conseil de surveillance qui s'est tenue le 26 juin 2019 à l'issue de l'assemblée générale susvisée, le conseil a décidé de renouveler Monsieur Robert Léon en qualité de président du conseil de surveillance et Monsieur Emmanuel André en qualité de vice-président du conseil de surveillance.

Le conseil de surveillance, statuant conformément aux dispositions de l'article 823-19 du Code de commerce, a décidé de nommer Madame Geneviève Giard, Messieurs Robert Léon et Emmanuel André ainsi que la société Crozaloc en qualité de membres du comité d'audit ; il a désigné Madame Geneviève Giard en qualité de présidente du comité d'audit.

Le conseil de surveillance a également renouvelé le mandat de censeur de Monsieur Michel Charles.

## Capital - Répartition du capital et des droits de vote au 30 juin 2019

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de la répartition du capital et des droits de vote entre le 31 décembre 2018 et le 30 juin 2019.

	Si	tuation au 30 juin 20	19	Situa	tion au 31 décembre	2018			
Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote théoriques	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote théoriques			
Membres du conseil de surveillance, membres du directoire, censeurs, cadres et salariés									
Crozaloc	16 994 358	65,1	67,0	12 078 711	46,3	50,9			
Michel Charles	163 560	0,6	0,8	163 560	0,6	0,7			
Robert Léon <sup>(1)</sup>	125 050	0,5	0,3	125 050	0,5	0,3			
Autres membres du conseil de surveillance et censeurs	111	0,0	0,0	112	0,0	0,0			
David Chouraqui <sup>(2)</sup>	80 021	0,3	0,2	80 021	0,3	0,2			
Guillaume Durieux	10 859	0,0	0,0	10 859	0,0	0,1			
Cadres et salariés <sup>(3)</sup>	161 312	0,6	0,7	272 507	1,0	1,1			
Sous-total	17 535 271	67,2	69,0	12 730 820	48,8	53,2			
		Princi	ipaux actionnaires	_					
Sochrastem	4 397 917	16,9	20,3	4 397 917	16,9	18,5			
Gonset Holding	0	0	0	3 700 840	14,2	15,4			
Solidna Ventures Limited	0	0	0	684 050	2,6	1,4			
Port-Noir Investment	0	0	0	313 312	1,2	1,3			
Sous-total	4 397 917	16,9	20,3	9 996 119	34,8	36,7			
Public – Autocontrôle									
Public	2 562 774	9,8	7,0	2 664 599	10,2	6,7			
Autocontrôle <sup>(4)</sup>	1 578 301	6,1	3,6	1 578 301	6,1	3,3			
Contrat de liquidité <sup>(5)</sup>	28 120	0,1	0,1	32 544	0,1	0,1			
Total	26 102 383	100,0	100,0	26 102 383	100,0	100,0			

<sup>(1)</sup> Sur les 125 050 actions mentionnées ci-dessus, 120 455 sont détenues directement par Robert Léon et 4 595 actions par l'intermédiaire de la société Linden Holding, EURL dont il détient 100 % du capital.

L'évolution de la répartition du capital et des droits de vote de la Société entre le 31 décembre 2018 et le 30 juin 2009 résulte, pour l'essentiel, de l'acquisition le 14 mai 2019, hors marché, par Crozaloc de 4 915 647 actions, représentant 18,83 % du capital de la Société auprès de :

Actionnaires cédants	Nombre d'actions cédées	% du capital
Gonset Holding	3 700 840	14,18
Pierre Gonset	106 249	0,41
Solidna Ventures Limited	684 050	2,62
Port-Noir Investment	313 312	1,20
Olivier Rousselière	111 196	0,43
Total	4 915 647	18,83

<sup>(3) 80 021</sup> actions sont détenues par la société inissium, SASU dont David Chouraqui est l'associé unique et le président.
(3) Les actions d'droits de vote des cadres et salariés du Groupe correspondent aux actions inscrites en comptes nominatifs.
(4) Les actions d'autocontrôle correspondent aux actions rachetées dans le cadre de l'offre publique d'achat simplifiée réalisée en décembre 2010 (cf. paragraphe 6.2 ci-dessus).
(5) Solde du contrat de liquidité à la date considérée.

(Voir également le communiqué de presse de la société Crozaloc du 9 avril 2019 et la décision AMF n° 219C0669 du 17 avril 2019 relative à l'octroi par l'AMF à Crozaloc d'une dérogation à l'obligation de déposer un projet d'offre publique visant les actions de la Société en application des articles 234-8, 234-9, 6° et 234-10 du Règlement général de l'AMF.)

Suite à la réalisation de l'opération décrite ci-dessus, la Société a reçu les déclarations de franchissements de seuil suivantes :

- Par courrier en date du 15 mai 2019, la société Gonset Holding a déclaré avoir franchi à la baisse, le 14 mai 2019, les seuils de 15 % des droits de vote et 10 % et 5 % du capital et des droits de vote de la Société (voir également décision AMF n° 2190808 du 16 mai 2019);
- Par courrier en date du 16 mai 2019, la société Crozaloc a déclaré avoir franchi à la hausse, le 14 mai 2019, les seuils de 50 % du capital et 2/3 des droits de vote de la Société (voir également décision AMF n° 219C0807 du 16 mai 2019).

A la connaissance de la Société, sous réserve de ce qui indiqué ci-dessus, il n'y a pas eu d'évolution significative de la répartition du capital et des droits de vote de la Société entre le 30 juin 2019 et la date du présent rapport.

#### 8. Informations boursières

#### 8.1 Fiche signalétique

Cotation: Nyse – Euronext

Marché: Euronext Paris – Compartiment C

Code ISIN: FR0000066680

Mnémonique : VDLO

Capital social : 7 830 714,90 €
Nombre d'actions : 26 102 383
Capitalisation boursière : 50 899 647 €

(au 30 juin 2019)

#### 8.2 Cours de l'action VIDELIO

Cours de l'action	(€)
Premier cours du 1er semestre 2019	1,79
Plus haut	2,04
Plus bas	1,63
Dernier cours du 30 juin 2019	1,95
Moyenne	1,93

### 8.3 Evolution du cours de l'action VIDELIO au cours du 1er semestre 2019



### 8.4 Calendrier financier du deuxième semestre 2019

- Comptes consolidés et résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2019
- Chiffre d'affaires du 3<sup>ème</sup> trimestre 2019
- Chiffre d'affaires du 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 Chiffre d'affaires 2019

20 septembre 2019 15 novembre 2019 28 février 2020

# III. Comptes consolidés semestriels résumés

- 1. Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2019
- 2. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information semestrielle au 30 juin 2019

#### Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2019 1.

#### 1.1 Bilan consolidé

ACTIF en K€	30/06/19	30/06/18	31/12/18	Note
Ecarts d'acquisition	25 913	25 692	25 692	
Immobilisations incorporelles	2 141	2 295	2 216	
Immobilisations corporelles	7 060	11 784	10 985	3
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	19 747			1.6
Actifs financiers	1 119	1 210	1 184	
Impôts différés	4 431	4 429	4 314	
Actifs non courants	60 411	45 410	44 391	
Stocks	13 240	7 675	8 523	
Actifs sur contrats	13 230	10 451	12 220	4
Clients	20 989	22 480	21 333	4
Autres créances	14 948	17 983	15 580	
Actifs financiers	1 816	1 611	1 757	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 916	20 436	29 296	
Actifs non courants détenus en vue de la vente <sup>(3)</sup>	1 614			
Actifs courants	89 753	80 636	88 709	
Total des actifs	150 164	126 046	133 100	
PASSIF en K€	30/06/19	30/06/18	31/12/18	Note
Capital <sup>(1)</sup>	7 831	7 803	7 831	
Primes <sup>(1)</sup>	10 097	9 992	10 097	
Réserves et résultat consolidé <sup>(2)</sup>	14 659	16 452	18 917	
Capitaux propres part du groupe	32 587	34 247	36 845	1.4
Intérêts minoritaires				6
Capitaux propres de l'ensemble	32 587	34 247	36 845	
Engagements de retraite	7 555	6 424	6 423	11
Emprunts	11 155	6 888	5 677	5
Dettes de loyer non courantes	14 776			1.6
Impôts différés passifs	231	222	235	
Passifs non courants	33 717	13 533	12 335	
Fournisseurs	32 177	31 824	32 219	
Emprunts à court terme	9 397	9 500	12 796	5
Dettes de loyer courantes	4 185			1.6
Dettes sociales et fiscales	20 272	21 034	21 424	
Passifs sur contrats	13 012	7 336	14 227	4
Autres dettes	629	6 518	427	
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur cession <sup>(3)</sup>	942			
Provisions	3 246	2 054	2 827	
Passifs courants	83 860	78 266	83 920	
Total des passifs	117 577	126 046	133 100	

 <sup>(1)</sup> de l'entreprise mère consolidante.
 (2) dont résultat net de l'exercice part groupe 2 909 K€ au 30 juin 2019, 5 029 K€ au 31 décembre 2018 et 3 047 K€ au 30 juin 2018
 (3) Les actifs et passifs présentés dans ces deux agrégats correspondent aux actifs et passifs de VIDELIO Middle East reclassés conformément à la norme IFRS 5.

## 1.2 Compte de résultat consolidé

En K€	30/06/19	30/06/18	31/12/18	Note
Chiffre d'affaires net	119 827	121 707	236 756	8
Achats consommés	-47 780	-48 074	-92 251	
Charges externes	-27 034	-30 810	-60 312	
Charges de personnel	-35 224	-36 104	-70 522	
Impôts et taxes	-1 097	-1 449	-2 140	
Dotations aux amortissements	-3 387	-2 467	-4 562	
Dotations aux provisions	-928	-5	-88	
Autres produits d'exploitation courants	1111	428	952	
Autres charges d'exploitation courantes	-477	-321	-678	
Résultat opérationnel courant	5 012	2 907	7 331	
Autres produits opérationnels non courants	348	3 514	4 232	9
Autres charges opérationnelles non courantes	-420	-1 093	-2 562	9
Résultat opérationnel non courant	-72	2 421	1 670	
Résultat opérationnel	4 940	5 328	9 001	
Coût de l'endettement financier net	-452	-518	-948	
Autres produits financiers	160	524	137	
Autres charges financières	-143	-420	-158	
Impôt sur les résultats	-1 596	-1 867	-3 003	10
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 909	3 047	5 029	
Part des intérêts minoritaires				
Résultat net part du groupe	2 909	3 047	5 029	
Résultat de base par action	0,12	0,12	0,21	7
Résultat dilué par action <sup>(1)</sup>	0,12	0,12	0,21	7
			l .	

<sup>(1)</sup> Le bénéfice utilisé pour le calcul du résultat dilué par action est celui préconisé par la norme IAS 33. Celui-ci est divisé par le nombre théorique maximal d'actions à créer (voir note 7).

#### 1.3 Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En K€	30/06/19	30/06/18	31/12/18
Résultat net - Part du groupe	2 909	3 047	5 029
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	552	25	246
Instruments financiers : variation de juste valeur		21	
Sous total des éléments non recyclables en résultat	552	46	246
Ecarts de conversion, nets d'impôt	1	149	432
Sous total des éléments recyclables en résultat	1	149	432
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôts	553	195	678
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part du groupe	3 462	3 242	5 707
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part des minoritaires			
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	3 462	3 242	5 707

#### Tableau des variations des capitaux propres consolidés 1.4

En K€	Capital	Primes	Réserves <sup>(1)</sup>	Résultat de l'exercice part groupe	Capitaux propres part groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Situation au 01/01/2019	7 831	10 097	13 888	5 029	36 845		36 845
Résultat au 30/06/2019				2 909			2 909
Affectation résultat 31/12/2018			5 029	-5 029			
Distribution de dividendes (2)			-6 614		-6 614		-6 614
Ecarts de conversion			-1		-1		-1
Gains et pertes actuariels			-552		-552		-552
Instruments financiers : variation de juste valeur							
Augmentation de capital							
Variation de périmètre							
Situation au 30/06/2019	7 831	10 097	11 750	2 909	32 587		32 587
Situation au 01/01/2018	7 803	9 992	14 476	-289	31 982		31 982
Résultat au 30/06/2018				3 047	3 047		3 047
Affectation résultat 31/12/2017			-289	289			
Distribution de dividendes			-976		-976		-976
Ecarts de conversion			149		149		149
Gains et pertes actuariels			25		25		25
Instruments financiers : variation de juste valeur			21		21		21
Augmentation de capital							
Variation de périmètre							
Situation au 30/06/2018	7 803	9 992	13 406	3 047	34 247		34 247

<sup>(1)</sup> Dont autres réserves et report à nouveau 13 185 K€, actions propres -2 212 K€ et réserve légale 777 K€.
(2) Les 6 614 K€ correspondent à la distribution exceptionnelle versée le 26 juin 2019 soit un montant brut distribué de 0,27 € par action.

#### 1.5 Etat des flux de trésorerie consolidés

En K€	30/06/19	30/06/18	31/12/18	Note
Flux de trésorerie liés à l'activité				
Résultat net consolidé	2 909	3 047	5 029	
Résultat des sociétés mises en équivalence				
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 393	3 393	5 497	
Provisions nettes	746	-440	634	
Subventions d'investissements inscrites au compte de résultat	-22	-139	-273	
Autres produits et charges calculés (plus et moins-values de cession)	18	-3 179	-3 776	
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et charge d'impôt	7 044	2 682	7 110	
Coût de l'endettement financier net	452	497	924	
Charge d'impôt	1 596	1 867	3 003	10
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et charge d'impôt	9 092	5 047	11 037	
Variation du besoin en fonds de roulement	-8 606	-6 725	-3 605	
Impôt sur les bénéfices payés	-860	-2 304	-2 818	
Flux net de trésorerie liés à l'activité	-374	-3 983	4 613	
Flux de trésorerie liés aux investissements				
Décaissement/acquisitions d'immobilisations incorporelles hors location financement	- 249	-157	-500	
Décaissement/acquisitions d'immobilisations corporelles hors location financement	-974	-391	-1 010	3
Variation des fournisseurs d'immobilisations	166	-263	-166	
Encaissement/cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	11	0	75	
Décaissement/acquisitions d'immobilisations financières	-420	-317	-123	
Encaissement/cessions d'immobilisations financières	423	2 113	1 799	
Incidence des variations de périmètre	-229	8 093	8 648	1
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	-1 272	9 078	8 723	
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement				
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital		•	133	
Dividendes versés	-6 614		-976	
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	10 593		488	
Remboursement des emprunts	-4 824	-3 270	-5 667	5
Remboursement des dettes de loyer	-2 334			5
Autres flux liés aux opérations de financement				
Intérêts financiers nets versés	-486	-499	-890	
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-3 665	-3 770	-6 913	
Incidence des écarts de conversion	57	88	193	
Variation de trésorerie	-5 254	1 413	6 616	
Trésorerie nette des actifs non courants détenus en vue de la vente	-88			
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice (1)	25 523	18 907	18 907	
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice (2)	20 180	20 320	25 523	
La trésorerie à l'ouverture correspond à la trésorerie et équivalents de trésorerie figu	rant au hilan do 20 206	VE maina las dása	uniorto honogiros	10 2 7741

<sup>(1)</sup> La trésorerie à l'ouverture correspond à la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant au bilan de 29 296 K€ moins les découverts bancaires de 3 774K€.

(2) La trésorerie à la clôture correspond à la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant au bilan de 23 916 K€ moins les découverts bancaires de 3 735 K€.

### 1.6 Notes annexes aux comptes consolidés semestriels résumés

#### Déclaration de conformité

Les Etats Financiers Consolidés du groupe pour le semestre clos le 30 juin 2019 sont présentés et ont été préparés conformément à la norme IAS34 - Information financière intermédiaire, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour la préparation de comptes consolidés annuels et doivent donc être lus en relation avec les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui sont disponibles sur www.videlio.com.

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2019, ainsi que les notes afférentes, ont été établis sous la responsabilité du directoire et arrêtés le 19 septembre 2019.

#### Principales méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation de ces comptes semestriels sont identiques à ceux appliqués pour la préparation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 (voir Note 6 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018) à l'exception des nouvelles normes et interprétations appliquées pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

#### Principales normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1er janvier 2019 :

IFRS 16 « Contrats de location ».

IFRS 16 « *Contrats de location* ». La norme IFRS 16 est entrée en vigueur de façon obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Cette norme, qui remplace la norme IAS 17, conduit le groupe à comptabiliser tous les contrats de location, en tant que preneur, de la même façon, sans faire de distinction entre location financement et location simple. Les seules exemptions possibles concernent les baux à court terme et ceux portant sur des biens de faible valeur (inférieure à neuf à 5 000 \$).

La comptabilisation implique la reconnaissance au bilan d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'un passif au titre des loyers futurs, et génère des changements de présentation :

- Au compte de résultat : le résultat opérationnel se trouve amélioré par l'absence de charges de loyers relatives à ce contrat, tandis que des dotations aux amortissements sont constatées (en résultat opérationnel) ainsi que des charges financières d'intérêts ;
- Dans le tableau des flux de trésorerie : le paiement des loyers auparavant présenté au sein des flux liés aux activités opérationnelles est présenté en flux liés au financement sous la forme d'un remboursement de dette de loyer et d'intérêts financiers versés.

Les contrats de location simple concernés par ces changements, pour lesquels VIDELIO est preneur, portent sur des immeubles, des véhicules de tourisme ou du matériel.

Le groupe prend principalement en location :

- Des contrats de location immobilière pour ses agences (bureaux et entrepôts pour le stockage du matériel mis en location). Ces contrats sont de type bail commercial français 3/6/9 avec des loyers fixes indexés sur l'indice du coût de la construction ;
- Des contrats de location de véhicules d'une durée de trois ou quatre ans. Les loyers sont fixes. Quant aux options de renouvellement, elles dépendent du type de véhicules et du kilométrage prévisionnel;
- Des contrats de location de matériels mis en sous-location. La durée de ces contrats est, en général, calée sur la durée de vie du matériel avec des options d'achat incitatives in fine. Compte tenu de son activité de revente de matériel d'occasion, le groupe considère raisonnablement certain l'exercice de

l'option d'achat et ne révise son estimation qu'en cas de dommages sur le matériel rendant improbable sa revente d'occasion.

Le Groupe a choisi d'adopter comme méthode de transition la méthode rétrospective simplifiée. Les données de l'exercice 2018, présentées à titre comparatif, n'ont donc pas été ajustées conformément aux dispositions transitoires d'IFRS 16. Le taux d'actualisation retenu correspond au taux marginal d'endettement sur la durée résiduelle des contrats au 1<sup>er</sup> janvier. Le Groupe a comptabilisé au 1<sup>er</sup> janvier 2019 un droit d'utilisation et une dette de location associée de même valeur représentant la somme actualisée des loyers futurs à décaisser sur la période contractuelle exécutoire résiduelle. Le Groupe a également choisi d'utiliser les deux exemptions de capitalisation proposées par la norme sur les contrats ayant une durée inférieure ou égale à douze mois et/ou les contrats de location de biens ayant une valeur à neuf individuelle inférieure à 5 000 \$. De même, le Groupe a retenu les mesures de simplification suivantes :

- Maintenir en charge les contrats s'achevant en 2019 ;
- Appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location de véhicules. Ces contrats présentent en effet des caractéristiques similaires, dans la mesure où ils portent sur le même type de véhicules, ont des durées similaires et concernent des entités évoluant dans l'environnement économique français;
- Ne pas effectuer de tests de dépréciation à la date de transition et reclasser les provisions pour contrats de location déficitaires figurant au bilan en diminution du droit d'utilisation à titre de dépréciation. Il n'y avait pas de dépréciation avant la période de transition

Enfin, conformément aux dispositions proposées par la norme, les montants relatifs aux locationsfinancement déjà reconnus au bilan selon IAS 17 au 31 décembre 2018 ont été reclassés en droits d'utilisation relatifs aux contrats de location et dettes de loyers associées au1er janvier 2019.

Le tableau suivant présente les impacts de la première application d'IFRS 16 à l'état consolidé de la situation financière au 1er janvier 2019 :

ACTIF en K€	1/1/2019	1 <sup>ère</sup> application d'IFRS 16	31/12/18	Note
Ecarts d'acquisition	25 692		25 692	
Immobilisations incorporelles	2 216		2 216	
Immobilisations corporelles	6 911	-4 074	10 985	3
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	20 461	20 461		1.6
Actifs financiers	1 184		1 184	
Impôts différés	4 314		4 314	
Actifs non courants	60 778	16 387	44 391	
Stocks	8 523		8 523	
Actifs sur contrats	12 220		12 220	4
Clients	21 333		21 333	4
Autres créances	15 580		15 580	
Actifs financiers	1 757		1 757	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 296		29 296	
Actifs courants	88 709		88 709	
Total des actifs	149 487	16 387	133 100	

PASSIF en K€	1/1/2019	1 <sup>ère</sup> application d'IFRS 16	31/12/18	Note
Capital	7 831		7 831	
Primes	10 097		10 097	
Réserves et résultat consolidé	18 917		18 917	
Capitaux propres part du groupe	36 845		36 845	1.4
Intérêts minoritaires				7
Capitaux propres de l'ensemble	36 845		36 845	
Engagements de retraite	6 423		6 423	12
Emprunts	4 124	-1 553	5 677	6
Dettes de loyer non courantes	15 912	15 912		1.6
Impôts différés passifs	235		235	
Autres passifs à long terme	0		0	
Passifs non courants	26 694	14 359	12 335	
Fournisseurs	32 219		32 219	
Emprunts à court terme	11 026	-1 770	12 796	5
Dettes de loyer courantes	3 798	3 798		1.6
Dettes sociales et fiscales	21 424		21 424	
Passifs sur contrats	14 227		14 227	4
Autres dettes	427		427	
Provisions	2 827		2 827	
Passifs courants	85 948	2 028	83 920	
Total des passifs	149 487	16 387	133 100	

Le rapprochement des engagements hors bilan au 31 décembre 2018 aux dettes de loyers à la date de transition se décompose de la manière suivante :

En K€	
Engagements donnés au titre des contrats de location non résiliables au 31 décembre 2018	17 775
Effets de l'augmentation annuelle de loyer non prise en compte dans les engagements hors bilan au 31 décembre 2018	313
Exclusion de la composante non locative des contrats véhicules	-268
Engagements relatifs à des contrats véhicules de courte durée	- 212
Autres	120
Dettes de loyers avant actualisation au 1er janvier 2019	17 728
Effet de l'actualisation	-1 341
Reclassement des dettes de location-financement comptabilisées au 31 décembre 2018	3 323
Dettes de loyers après actualisation au 1 <sup>er</sup> janvier 2019	19 710

Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré appliqué au 1er janvier 2019 est de 1,08%.

IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux ».

Le 7 juin 2017, l'IFRS IC a publié l'interprétation IFRIC 23, d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Cette interprétation contient des dispositions relatives aux modalités comptables de reconnaissance des conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt.

Cette adoption n'a eu d'impact ni sur l'évaluation de la charge d'impôt du Groupe, ni sur l'état consolidé de la situation financière.

# Principales normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB d'application non obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2019 :

Pour l'exercice 2019, le Groupe n'a décidé l'application anticipée d'aucune norme, interprétation ou amendement. Les normes, interprétations et amendements publiés d'application obligatoire après le 1er janvier 2019 pouvant avoir un impact sur les comptes du Groupe sont les suivants :

- amendement à IFRS 3 « Définition d'une entreprise » ;
- amendements à IAS 1 et IAS 8 « Définition de significatif » ;
- amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS.

#### Note 1 : Changement dans le périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation intègre la société Cowork.io, filiale à 100 % du Groupe, à compter de sa date d'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, soit à compter du 7 mars 2019.

## Note 2 : Suivi de la valeur des immobilisations incorporelles

L'écart d'acquisition est déterminé comme étant la différence entre le prix d'acquisition (y compris la meilleure estimation du complément de prix éventuel prévu dans la convention d'acquisition) et la juste valeur de la quote-part de l'acquéreur dans les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis (méthode du goodwill partiel). L'écart d'acquisition positif lié à l'acquisition de filiales est inclus dans les « Immobilisations incorporelles ». L'écart d'acquisition est soumis à un test annuel de dépréciation et est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur d'acquisition ne sont pas réversibles. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'entité cédée.

Les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie bénéficiant des synergies liées au regroupement d'entreprises aux fins de réalisation des tests de dépréciation.

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles à durée indéfinie est revue au minimum une fois par an et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur. De tels évènements ou circonstances sont liés à des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable et affectant soit l'environnement économique, soit les hypothèses ou objectifs retenus à la date d'acquisition. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable des actifs testés devient durablement inférieure à la valeur nette comptable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

Les autres actifs incorporels (relations clients, marques) repris dans le cadre de l'acquisition d'une entreprise sont capitalisés séparément des écarts d'acquisition si leur juste valeur peut être déterminée de manière fiable.

Les relations clients acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont évaluées à leur juste valeur selon la méthode des flux de trésorerie futurs en utilisant un taux d'actualisation (WACC, « Coût moyen pondéré du capital ») approprié.

Les marques acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont estimées à leur juste valeur à partir d'un paiement de redevance potentiel en relation avec le chiffre d'affaires annuel, net de taxes. Les marques ne sont pas amorties du fait de leur durée de vie indéfinie. Leur valeur est révisée périodiquement en cas de perte de valeur (baisse du chiffre d'affaires ou marque plus utilisée).

## Note 3: Immobilisations corporelles

En K€	Terrains	Constructions	Matériel et outillage	Matériel et Outillage en Crédit-bail <sup>(1)</sup>	Autres immos corporelles	Autres immos corporelles en Crédit-bail <sup>(1)</sup>	Immos en cours	Total
Valeurs brutes au 01/01/2019	5	524	21 205	15 786	12 371	1 523	809	52 223
Investissements		96	43		308		1 210	1 657
Cessions			-663		-386			-1 049
Différence de conversion			3		9			12
Virement de poste à poste <sup>(2)</sup>			1 233	-15 786	55	-1 523	-1 399	-17 420
Valeurs brutes au 30/6/2019	5	620	21 821	0	12 357	0	620	35 423
Amortissements au 01/01/2019	0	-229	-21 590	-12 227	-6 182	-1 008		-41 238
Dotations aux amortissements		-9	-99		-647			-755
Cessions			135		212			347
Différence de conversion			-3		-7			-10
Virement de poste à poste <sup>(2)</sup>			34	12 227	24	1 008		13 293
Amortissements au 30/06/2019	0	-238	-21 525	0	-6 600	0		-28 363
Valeurs nettes	5	382	296	0	5 757	0	620	7 060

 <sup>(1)</sup> Les immobilisations en location financement ont été reclassées en droits d'utilisation relatifs aux contrats de location au 1<sup>er</sup> janvier 2019 conformément à la norme IFRS 16.
 (2) Dont 110 K€ en valeurs brutes et 58 K€ en amortissements reclassés en Actif non courant détenu en vue de la vente.

### Les actifs pris en location ont varié de la façon suivante :

En K€	Immobilier	Véhicules	Matériel et autres immos en crédit bail <sup>(1)</sup>	Total
Valeurs brutes au 01/01/2019	15 736	651	17 309	33 696
Augmentation	251	373	989	1 613
Diminution				
Valeurs brutes au 30/6/2019	15 987	1 024	18 298	35 309
Amortissements au 01/01/2019			-13 235	-13 235
Dotations aux amortissements	-1 109	-211	-1 007	-2 327
Diminution				
Amortissements au 30/06/2019	-1109	-211	-14 242	-15 562
Valeurs nettes au 1/1/2019	15 736	651	4 074	20 461
Valeurs nettes au 30/6/2019	14 878	813	4 056	19 747

<sup>(1)</sup> Les données au 1er janvier 2019 correspondent aux actifs comptabilisés en location financement sous IAS 17.

#### Note 4 : Clients et Comptes rattachés aux contrats

En K€	30/06/19	30/06/18	31/12/18
Montants bruts	22 986	24 490	22 964
Dépréciation	1 997	2 010	1 631
Net	20 989	22 480	21 333
Actifs sur contrats	13 230	10 451	12 220
Passifs sur contrats	13 012	7 336	14 227

Le carnet de commande du Groupe s'élève à 228 M€ au 30 juin 2019.

### Note 5 : Emprunts

En K€	31/12/2018	Nouveaux emprunts	Dettes de loyer	Remboursement	Remboursement des dettes de loyer	Ecart de conversion	Reclassement	30/06/19
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédits	11 274	10 593		4 819		16	-311	16 753
Emprunts en crédit-bail	3 323						-3 323	0
Avances de l'Etat	45							45
Emprunts et dettes financières	7			5				2
Dettes de loyer			17 972		2 334		3 323	18 961
TOTAL	14 649	10 593	17 972	4 824	2 334	16	-311	35 761

<sup>(1)</sup> Les emprunts en crédit-bail déjà reconnus au bilan selon IAS 17au 31 décembre 2018 ont été reclassées en droits d'utilisation relatifs aux contrats de location et dettes de loyers associées au 1er janvier 2019.

En K€	30/06/19	Courant à - 1 an	Non courant 1 à 5 ans	Non courant > 5 ans	31/12/18
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédits	16 753	5 643	6 990	4 120	11 274
Intérêts courus sur emprunts	16	16			50
Avances de l'état	45		45		45
Emprunts et dettes financières divers	3	3			7
Emprunts en crédit-bail	0				3 323
Concours bancaires courants	3 735	3 735			3 774
TOTAL des Emprunts et dettes	20 552	9 397	7 035	4 120	18 473
Dettes de loyer	18 961	4 185	14 776		0

La Société a signé le 14 mai 2019 le contrat relatif à l'emprunt bancaire d'un montant de 10 millions en principal destiné, à hauteur de 6 622 K€, au financement de la distribution du dividende de 0,27 € par action voté par l'assemblée générale mixte du 26 juin 2019 et, à hauteur de 2 465 K€, au refinancement des deux emprunts souscrits en 2017 pour l'aménagement des locaux de Gennevilliers et de Nanterre, le solde étant affecté au paiement des frais et aux besoins généraux de la Société. Le tirage du prêt est intervenu le 26 juin 2019.

Les principales caractéristiques de ce nouvel emprunt sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Emprunteur	VIDELIO						
Prêteurs	Syndicat bancaire dont LCL est arrangeur, preneur ferme et agent						
Montant en principal		10 M	Л€				
Objet	Financement distribution de divider	nde, refinanceme	ent de dettes exis	stantes, frais et besoins généraux			
Tranches	Tranche A : 7 M€			Tranche B : 3 M€			
Durée	6 ans		7 ans				
Amortissement	Annuel		In fine				
Taux d'intérêt	E3M + 1,60 % l'an (si E3M<0, répu	té nul)	E3M + 2,10 %	l'an (si E3M<0, réputé nul)			
Paiement des intérêts	Trimestriel		Trimestriel				
Principales sûretés	Nantissement de premier rang des	comptes de titre	s financiers VIDI	ELIO – IEC et VIDELIO – HMS			
Remboursement anticipé obligatoire total	<ul> <li>Changement de contrôle de VIDELIO (i.e. si Talis contrôle, directement ou indirectement, moins de 50,01 % du capital et/ou des droits de vote de VIDELIO).</li> <li>Cession de la totalité ou de la majeure partie des actifs immobilisés du Groupe pris dans son ensemble.</li> </ul>						
Remboursement anticipé obligatoire partiel	Cas usuels, et notamment : - Cash flow excédentaire ; - Cession d'actifs en dehors du Groupe ; - Indemnités d'assurance.						
Cas d'exigibilité anticipée	Cas de défaut usuels en matière d'emprunt bancaire susceptibles d'entraîner l'exigibilité anticipée du prêt (engagement de faire et de ne pas faire non respecté, défaut croisé ou survenance d'un évènement défavorable significatif).						
Ratios financiers	<ul> <li>Ratio de levier R1 : Dette nette consolidée / Ebitda consolidé</li> <li>Ratio de couverture R2 : Cash flow consolidé avant service de la dette / Service de la dette consolidé</li> </ul>						
	Date	Ratio de le (maxi		Ratio de couverture – R2 (minimum)			
	31/12/2019	4.0	,	na			
	31/12/2020	3.5	50	1.00			
	31/12/2021	3.0	00	1.00			
	31/12/2022 2.50 1.00						
	31/12/2023 et au-delà 2.00 1.00						
	Suite à l'application de la norme IFF avant le 30 juin 2020 prenant en co			atios financiers seront définis			

Dans le cadre de l'emprunt susvisé, la Société bénéficie également d'une ligne de crédit non confirmée d'un montant en principal de 6 millions d'euros destinée à financer partiellement d'éventuelles opérations de croissance externe.

#### Note 6 : Intérêts des minoritaires

Néant.

## Note 7 : Résultat par action

#### Résultat de base

En K€	30/06/19	30/06/18
Bénéfice revenant aux actionnaires de la société	2 909	3 047
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	24 496	24 489
Résultat de base par action (€ par action)	0,12	0,12

#### Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif. La société possède une catégorie d'actions ordinaires et de titres ayant un effet potentiellement dilutif : les options de souscriptions d'actions.

En K€	30/06/19	30/06/18
Bénéfice net revenant aux actionnaires de la société	2 909	3 047
Résultat utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	2 909	3 047
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	24 496	24 489
Nombre moyen pondéré et dilué d'action	24 496	24 489
Résultat dilué par action (€ par action)	0,12	0,12

#### Note 8 : Information sectorielle

La Direction du Groupe analyse et mesure la performance de l'activité dans ses différents métiers.

Conformément à IFRS 8, l'information sectorielle suit l'organisation interne du Groupe telle que présentée à la Direction. Le Groupe a choisi de présenter les informations par secteur d'activité. Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différente de ceux des autres secteurs d'activité.

L'information sectorielle est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Directeur Général, principal décideur opérationnel. En 2017, le Groupe a fait évoluer son reporting interne et a modifié corrélativement la définition de ses secteurs opérationnels qui sont les suivants :

- Le secteur « Digital & Media » qui regroupe des activités d'intégration de systèmes et de services audiovisuels. Il comprend les sociétés VIDELIO- IEC, VIDELIO Bénélux, les sociétés de l'ex secteur « Cruise » à savoir VIDELIO-HMS, Harbour Marine System, VIDELIO-HMS Kinetics, VIDELIO-HMS Operations, VIDELIO-HMS Asia Limited et HMS OY, ainsi que les sociétés de l'ex secteur « Media » comprenant VIDELIO Media, VIDELIO Cap'Ciné, Timecode Services, VIDELIO Global Services, VIDELIO Middle East, VIDELIO Media Limited, Broadcast Networks Security and Defence Limited et VIDELIO Algérie;
- Le secteur « Events », dont l'activité comprend les prestations de tous types d'évènements professionnels et d'accompagnement des clients dans leur projet de communication, qui regroupe les sociétés VIDELIO - Events, Financière Utram et Utram; et
- Le secteur « Autres activités », qui comprend les sociétés VIDELIO, Académie VIDELIO et le GIE VIDELIO Management et Digital Cosy ainsi que les activités de communication unifiée en mode cloud exercées par les sociétés Kross (anciennement G2J.Com), Cowork.io (société constituée en 2019 cf. ci-dessus), G2J Asia Pacific et G2J US, Inc.

Parmi les indicateurs clés revus et utilisés en interne par le directoire, seuls le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel courant et l'Ebitda font l'objet d'un suivi par secteur d'activité, les autres indicateurs faisant l'objet d'un suivi au niveau du Groupe.

#### Compte de résultat par activité :

	30/06/2019				30/06/2018			
En K€	Digital et Media	Events	Autres activités	Total	Digital et Media	Events	Autres activités	Total
Chiffre d'affaires	103 145	15 827	855	119 827	95 841	14 802	11 064	121 707
EBITDA	6 822	1 131	445	8 398	3 508	722	1 143	5 373
% EBITDA/CA	6,6 %	7,1 %	52,2 %	7 %	3,7 %	4,9 %	10,3 %	4,4 %
EBIT	5 029	378	-395	5 012	2 632	-206	481	2 907
% EBIT/CA	4,9 %	2,4 %	-46,2 %	4,2 %	2,7 %	-1,4 %	4,3 %	2,4 %
Résultat net	2 733	74	102	2 909	-333	-539	3 920	3 047
%Résultat net/CA	2,6 %	0,5 %	12,00 %	2,4 %	-0,3 %	-3,6 %	35,4 %	2,5 %

#### Note 9 : Autres produits et charges opérationnels

En K€	30/06/19	30/06/18
Plus-value de cession de C2M-Intelware		3 207
Produit de cessions d'immobilisations	11	
Reprise de provisions pour risques	70	267
Reprise sur couts de restructuration Videlio Media Ltd	250	
Autres produits	17	40
Autres produits opérationnels	348	3 514
VNC des immobilisations cédées	20	2
Coûts de restructuration	239	
Autres provisions pour risques	150	38
Dotation exceptionnelle sur amortissement des agencements		0
Dépréciation de l'écart d'acquisition UGT Média		921
Autres charges	11	132
Autres charges opérationnelles	420	1 093

### Note 10 : Impôts sur les résultats

En K€	30/06/19	30/06/18
Impôt courant (1)	1 468	1 503
Impôt différé	128	364
Total	1 596	1 867

<sup>(1)</sup> L'impôt sur le résultat au 30 juin 2019 comprend une charge nette de 618 K€ au titre de la CVAE, contre 584 K€ au 30 juin 2018.

#### Note 11 : Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi

Le taux d'actualisation utilisé au 30 juin 2019 est de 0,77% contre 1,45% au 31 décembre 2018, les autres hypothèses retenues pour l'évaluation des engagements de retraite au 31 décembre 2018 demeurent adéquates au 30 juin 2019. Il en résulte une évaluation de 7 555 K€ au 30 juin 2019 contre 6 423 K€ au 31 décembre 2018, soit une augmentation de 1 133 K€ partiellement compensée par un écart actuariel net d'impôt différé de 552 K€ comptabilisé en capitaux propres.

#### Note 12 : Evénements postérieurs à la clôture

A la connaissance de la Société, à l'exception de la cession de VIDELIO Middle East mentionnée ci-dessus qui est intervenue le 3 juillet 2019, aucun événement important n'est intervenu entre le 30 juin 2019 et la date du présent document.

### Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Le Groupe poursuit sa stratégie d'expansion endogène et d'investissement en vue de favoriser son développement tant en France qu'à l'international avec pour objectifs la croissance de ses activités et l'amélioration de leur profitabilité.

# 2. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle au 30 juin 2019

PricewaterhouseCoopers Audit

22 rue de l'Alma 35000 Rennes MBR&MARarósciés
Membre du réseau RSM International
26 rue de Cambacérès
75008 Paris

#### RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

(Période du 1er janvier 2019 au 30 juin 2019)

Aux Actionnaires, VIDELIO S.A. 13 /15 rue Louis Kerautret Botmel 35000 Rennes

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société VIDELIO S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.6 « Principales méthodes comptables » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés qui expose les incidences de la première application au 1<sup>er</sup> janvier 2019 de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

#### II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Rennes et à Paris, le 19 septembre 2019

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

**RSM** Paris

# IV. Personnes responsables

- 1. Responsable du rapport financier semestriel
- 2. Responsable du contrôle des comptes

## 1. Responsables du rapport financier semestriel

### 1.1 Identité des responsables du rapport financier semestriel

- David Chouraqui
   Président du directoire
- Guillaume Durieux
   Membre du directoire Directeur général

## 1.2 Attestation des responsables du rapport financier semestriel

« Nous attestons, à notre connaissance que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Paris, Le 19 septembre 2019

Pour le directoire **David Chouraqui** Président

## 2. Responsables du contrôle des comptes

## 2.1 Commissaires aux comptes titulaires

#### PricewaterhouseCoopers Audit

(membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles)

63 rue de Villiers 92200 Neuilly sur Seine

Renouvelé le 25 juin 2014 pour un mandat de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019

#### **RSM Paris**

(membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris)

26 rue Cambacérès 75008 Paris

Nommé le 29 juin 2016 pour un mandat de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

### 2.2 Commissaires aux comptes suppléants

#### M. Jean-Christophe Georghiou

(Associé de PricewaterhouseCoopers) (membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles)

63 rue de Villiers 92200 Neuilly sur Seine

Nommé le 25 juin 2014 pour un mandat de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019

#### Fidinter

(membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris)

26 rue Cambacérès 75008 Paris

Nommé le 29 juin 2016 pour un mandat de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

## V. Remarques générales

#### 1. Définitions

Dans le présent rapport financier semestriel, les termes listés ci-dessous ont la signification suivante :

- « VIDELIO » et « Société » désignent la société VIDELIO.
- « **Groupe** » ou « **Groupe VIDELIO** » désigne le groupe constitué par la Société et l'ensemble des filiales détenues, directement ou indirectement, par la Société.
- « AMF » désigne l'Autorité des marchés financiers.
- « **Document de Référence 2019** » désigne le rapport financier annuel et document de référence 2018 de la Société déposé auprès de l'AMF le 18 avril 2019 sous le numéro D. 19-0357.
- « Offre Publique d'Achat Simplifiée » ou « OPAS » désigne l'offre publique d'achat simplifiée réalisée par la Société dans le cadre de son programme de rachat d'actions déclarée conforme par l'AMF le 29 novembre 2010 (visa n° 10-419 du 29 novembre 2010) qui s'est déroulée du 2 au 15 décembre 2010 (inclus).

### 2. Informations financières

Le présent rapport financier semestriel et notamment le rapport d'activité semestriel contiennent des informations financières issues des comptes consolidés de la Société et des comptes sociaux de ses filiales consolidées ainsi que des agrégats non présentés dans ces comptes, pour lesquels une définition et des explications figurent ci-dessous :

**Ebitda** ou *Earnings before interest, taxes, depreciation and amortization* correspond à l'excédent brut d'exploitation (EBE) dans les normes comptables françaises et est égal au résultat d'exploitation courant augmenté des dotations aux amortissements comptabilisées dans le résultat d'exploitation courant (y compris celles liées aux droits d'usage des contrats de location depuis l'application d'IFRS 16 au 1<sup>er</sup> janvier 2019).

**Ebit** ou *Earnings Before Interest and Taxes* correspond au résultat d'exploitation dans les normes françaises (résultat d'exploitation courant dans les normes IFRS). Il se calcul en déduisant du chiffre d'affaires net les charges d'exploitation.



Rapport financier semestriel au 30 juin 2019